

D'ICI LE 10 SEPTEMBRE ET APRÈS : TOUTES ET TOUS EN ACTION CONTRE LA GUERRE SOCIALE DE BAYROU-MACRON

Bayrou veut imposer un budget de guerre sociale, d'une violence sans précédent : remise en cause de deux jours fériés, monétisation de la cinquième semaine de congés payés, passage à six jours de carence, coupes franches dans les budgets de services publics déjà délabrés, durcissement de l'assurance chômage, déremboursement de médicaments, nouvelle « loi travail » en préparation...

Un budget au service du patronat

Ses 41 milliards de prétendues « économies » sont à mettre en regard des 211 milliards d'aides publiques versées au patronat l'an dernier, d'après un récent rapport du Sénat. 211 milliards versés chaque année aux grands groupes capitalistes en subventions, exonérations d'impôts et exonérations de cotisations sociales, sans aucune contrepartie, à ajouter aux niches fiscales qui profitent aux ménages les plus riches : la dette publique n'est pas celle des travailleurs, c'est la dette du patronat. Une raison de plus pour dire que nous n'avons rien à payer à ces parasites qui s'enrichissent tous les jours en nous exploitant toujours plus. Toutes celles et ceux, dont l'extrême droite, qui utilisent ce prétexte fallacieux de la dette pour encore serrer la vis, sont des ennemis déclarés du monde du travail, et il faut les traiter comme tels.

Les partis institutionnels de gauche ont les yeux braqués sur les élections municipales et les directions syndicales, elles, n'ont toujours pas décliné l'invitation de Bayrou à « négocier » à partir du 1er septembre : une manière d'entériner ces attaques inacceptables. En attendant, elles font circuler une pétition... Qui peut croire que quelques « clics » permettront de mettre le coup de pied nécessaire dans cette fourmilière capitaliste, et son lot d'attaques sociales, mais aussi de catastrophes écologiques, de guerres et de génocides ?

A nous, travailleurs, de refuser ce budget !

Voilà pourquoi l'initiative d'appeler à une journée de mobilisation le 10 septembre est bienvenue. Lancée sur les réseaux sociaux, dans une certaine confusion en termes d'objectifs et de formes de luttes, elle a pris de l'ampleur et est désormais relayée dans les médias. Des organisations syndicales de base ont choisi de relayer cet appel en organisant des grèves. C'est bien la voie à suivre : se battre en tant que travailleurs et travailleuses en tapant nos patrons au

portefeuille. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons, et ce budget, on n'en veut pas !

Tentons le coup partout où nous sommes d'appeler à la grève et à la manifestation tous et toutes ensemble à partir du 10 septembre ! Pour que ça marche vraiment, que la mobilisation fasse tache d'huile et vise les bonnes cibles, il faut discuter des objectifs et des méthodes à adopter. Des assemblées locales se réunissent durant l'été : ces initiatives à la base permettent de préparer un mouvement qui entraîne le plus de monde possible. Il est capital que ces assemblées soient les plus démocratiques possibles, pour que le mouvement appartienne à ceux et celles qui le construisent. Important aussi que ces initiatives se multiplient et se coordonnent. Et qu'elles gagnent non seulement les quartiers et les villages mais aussi les lieux de travail. La démocratie à la base, c'est aussi à l'usine, à l'atelier, au bureau, à l'hôpital ou à La Poste, n'en déplaie aux patrons !

Notre arme, c'est la grève

À bas le budget Bayrou, retrait de la réforme des retraites de 2023, interdiction des licenciements, augmentation massive des salaires qui doivent suivre l'inflation, embauches massives dans les services publics : ces objectifs ne pourront être atteints que par une grève qui cherche consciemment à s'étendre à l'ensemble du monde du travail, à entraîner toutes les couches sociales dans la lutte (les retraités, les chômeurs, la jeunesse avec sa combativité explosive) et qui s'attelle à renverser non seulement un gouvernement, mais tout un système social fondé sur l'exploitation.

Toutes et tous dans la rue et en grève le 10 septembre, en discutant de ces objectifs dans un maximum d'entreprises, de lieux d'études et de quartiers.

La lutte paye, ou en tout cas évite de perdre

Après 11 semaines de mobilisation animées de plusieurs heures de débrayage, les collègues du laboratoire ont obtenu gain de cause sur une partie des revendications : la perte de la moitié de la prime d'insalubrité va bien être compensée par une prime d'intéressement ! Même si finalement c'est le retour à la case départ, il s'agit tout de même d'une victoire contre une attaque de la direction.

Un entretien avec un syndicaliste du CHU qui revient sur l'intégralité de cet épisode est disponible sur notre site internet via le QR Code ci-joint.



La dette du CHU pèse sur nos épaules

Le 27 juin dernier, la Banque des territoires, qui offre des prêts bancaires à divers acteurs locaux pour des projets qu'elle jugerait d'intérêt général, officialisait un prêt de 105 millions d'euros au CHU de Caen. Ce prêt servira à la reconstruction du CHU, ce qui est en effet nécessaire vu l'état de la tour. Mais avec un taux d'intérêt à 2,8 %, ce prêt va aussi renforcer la logique de rentabilité imposée au fonctionnement de l'hôpital public. Un investissement pour le bien commun et notre santé à tous n'a pas à être remboursé !

Pénurie des urgences

Comme chaque année, une bonne partie des services d'urgence ferme par manque de personnel. Dans plusieurs départements dont le Calvados, les admissions ne sont possibles qu'après un appel au SAMU dont le rôle est de filtrer, par téléphone ! Le ministère et les directions d'hôpitaux préfèrent pérenniser la gestion de la pénurie de personnel plutôt que prévoir un véritable plan de recrutement et d'amélioration des conditions de travail.

Pharmacies en grève

Ce samedi 16 août, 9 pharmacies sur 10 ont décidé de fermer pour protester contre la baisse des remises imposées aux laboratoires qui fournissent les pharmacies en générique. Face à la pression des laboratoires, le gouvernement a signé un décret le 6 août dernier faisant passer la remise de 40 % à 30 %. Cela réduira le bénéfice des pharmacies, qui vont devoir compenser en exploitant davantage leur personnel, ou bien en augmentant les prix, au risque de faire faillite.

Féminicides en hausse avec la canicule

On sait bien que la canicule favorise les incendies et nuit gravement à la biodiversité, par contre on ignore souvent son influence sur les féminicides. Une étude de l'ONU publiée en avril dernier souligne que le réchauffement climatique entraîne une recrudescence des violences sexistes, notamment pendant les vagues de chaleur, où elles augmenteraient de 28 %. D'après Anne-Cécile Mailfert, la présidente de la Fondation des femmes, lors des épisodes caniculaires, « on constate plus de violences masculines de manière générale, mais surtout sur les femmes... les esprits s'échauffent plus facilement quand il fait chaud » surtout que la probabilité d'être en « huis clos avec (son) conjoint » augmente. Depuis le mois d'août au moins trois femmes sont mortes victimes de féminicides.

Palestine : la Cisjordanie rapporte à Airbnb

Des associations ont déposé plainte contre les agences Airbnb et Booking qui proposent à la location des dizaines de logements situés dans des colonies israéliennes sur le territoire palestinien, occupé en tout impunité par les colons israéliens. Un scandale qui dure depuis des années. En 2018, Airbnb avait fait machine arrière avant de revenir sur sa décision sur pression du gouvernement israélien. Depuis lors, les plateformes continuent de faire des affaires sur la spoliation des Palestiniens.

Palestine : amplifions la mobilisation

Ce lundi 11 août, Israël a assassiné 6 journalistes palestiniens, prétextant sans fondement qu'ils travaillaient pour le Hamas. Cet assassinat intervient quelques jours après que le cabinet de sécurité de Netanyahu a validé le projet d'occuper militairement toute la bande de Gaza, alors que la famine y fait toujours des ravages.

Dimanche 17 août, des manifestations importantes ont eu lieu dans plusieurs villes israéliennes pour protester contre ce plan. Une partie de la population israélienne est lasse de la guerre et critique son manque d'efficacité en ce qui concerne la libération des otages israéliens. Voilà aussi l'effet de la mobilisation à l'internationale qui dénonce depuis presque 2 ans ce génocide et la complicité des dirigeants impérialistes : la chape de plomb imposée sur la société israélienne commence à se fissurer, même si pour l'instant les voix exprimant une solidarité envers le peuple palestinien restent marginales.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org

📷 [npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)